



**PRÉFET
DES HAUTES-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des Territoires
Service eau environnement forêt
Unité eau et milieux aquatiques**

Gap, le 10./08./2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 05-2022-08-10-00005

portant restriction provisoire de certains usages de l'eau dans le département des Hautes-Alpes

**La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-3, R 211-66 à R 211-70 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2215-1 ;
- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** le décret du 5 février 2020 nommant Mme CLAVEL Martine, préfète des Hautes-Alpes ;
- VU** l'instruction de la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire du 23 juin 2020 précisant les orientations techniques à mettre en œuvre suite au retour d'expérience de la gestion de la sécheresse 2019 ;
- VU** le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse (à destination des services chargés de leurs prescriptions en métropole et en outre-mer) du Ministère de la Transition Écologique de mai 2021 ;
- VU** les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-8 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature de l'article R 214-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 21 mars 2022 du Préfet de la région Rhône-Alpes, coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et le programme de mesures 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-12- du 4 juillet 2006 approuvant le Plan Action sécheresse des Hautes-Alpes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°05-2019-07-17-009 du 17 juillet 2019 actualisant l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2006 du Plan Action sécheresse des Hautes-Alpes ;
- VU** l'arrêté inter-préfectoral n°26-2022-04-06-00002 (Drôme) du 6 avril 2022, n° 05-2022-04-06-00013 (Hautes-Alpes) du 6 avril 2022 et 84-2022-04-07-00002 (Vaucluse) du 07 avril 2022 fixant, en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans les bassins versants du Lez provençal - Lauzon, de l'Éygues et de l'Ouvèze provençale ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°05-2022-07-21-00005 du 21 juillet 2022 portant restriction provisoire de certains usages de l'eau sur le département des Hautes-Alpes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°05-2022-07-13-00007 du 13 juillet 2022 visant la sécurisation de l'approvisionnement en eau d'irrigation des ASAs CCBB, de Lazer, de Laragne, de la Blaisance et du Céans ;
- VU** l'avis du comité départemental de gestion de l'eau du 04 août 2022 ;

CONSIDÉRANT que le bassin versant de l'AEygues fait l'objet d'une gestion interdépartementale, il est exclu du champ d'application de ce présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que le temps est sec depuis le 05 juillet avec des records de températures mi-juillet sur l'ensemble du département ;

CONSIDÉRANT que le déficit pluviométrique est très supérieur à 30 % sur le mois de juillet sur la totalité du département des Hautes-Alpes et que ce déficit vient aggraver une situation déficitaire constatée depuis le début de l'année ;

CONSIDÉRANT que l'indice d'humidité des sols est extrêmement faible et atteint de nouveau des records historiques depuis le 9 juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT que le débit du Buëch enregistré à Serres est inférieur au seuil de CRISE en vigueur depuis plus de 7 jours consécutifs ;

CONSIDÉRANT que la situation très tendue pour le remplissage des retenues de la chaîne hydroélectrique de Saint-Sauveur a conduit à déroger au débit réservé le 13 juillet, mesure exceptionnelle couplée à une réduction des prélèvements agricoles des ASA du Buëch aval de plus de 50 % ;

CONSIDÉRANT que les débits observés sur les affluents du Buëch (Aiguebelle, Blaisance, Chauranne et Méouge) restent faibles en juillet ;

CONSIDÉRANT que les débits observés sur le Drac en amont de la prise des Ricous sont inférieurs au débit de CRISE en vigueur depuis 7 jours consécutifs et sont les plus bas enregistrés sur juillet depuis au moins 15 ans ;

CONSIDÉRANT que la nappe des Ricous continue de baisser et est sous les moyennes journalières interannuelles ;

CONSIDÉRANT que les débits observés sont très faibles également pour le mois de juillet sur les affluents du Drac (torrent d'Ancelle et Buissard) ainsi que sur l'Avance, cours d'eau du Gapençais ;

CONSIDÉRANT que les débits de la Durance en amont du lac de Serre-Ponçon restent inférieurs au minimum historique ;

CONSIDÉRANT que la côte touristique du lac de Serre-Ponçon pour la saison estivale n'est pas atteinte et décroît quotidiennement ;

CONSIDÉRANT que la situation exceptionnelle de la Durance a fait apparaître dès le début de saison des conflits d'usages dans le département des Hautes-Alpes, notamment sur certains affluents ;

CONSIDÉRANT que les débits de nombreuses sources captées pour l'alimentation en eau potable sont exceptionnellement faibles pour la saison et occasionnent des difficultés d'approvisionnement en eau dans certaines communes ;

CONSIDÉRANT que les observations de l'Office Français de la Biodiversité confirment la dégradation très nette de la situation hydrologique sur le réseau d'Observation National Des Etiages (ONDE) sur l'ensemble du département avec un indice le plus bas enregistré depuis 10 ans ;

CONSIDÉRANT que la situation hydrologique continue de se dégrader malgré les mesures de restrictions de certains usages de l'eau dans le département des Hautes-Alpes activées depuis le 16 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que les prévisions météorologiques ne permettent pas d'envisager une amélioration rapide de la situation avec des prévisions d'un temps chaud et sec à l'exception d'averses orageuses localisées ;

CONSIDÉRANT que le niveau des ressources en eau disponibles des bassins versants du Buëch-Méouge, du Drac-Gapençais et exceptionnellement de la Durance nécessitent un renforcement des mesures de restriction des usages de l'eau ;

CONSIDÉRANT que le plan d'action sécheresse départemental approuvé en 2006 prévoit sur la zone Durance en aval du barrage de Serre-Ponçon (disposition 11-4) que des mesures de limitations ou de suspensions provisoires des usages de l'eau sont édictées par des arrêtés départementaux coordonnés à l'échelon régional et qu'en cas de difficultés locales relatives à l'alimentation en eau potable ou un autre usage jugé incompressible, des limitations ou interdictions de pompages, notamment pour l'irrigation, étendues à plusieurs communes pourront être arrêtées par le Préfet ;

CONSIDÉRANT que le plan d'action sécheresse départemental approuvé en 2006 prévoit (disposition 11-5) que sur certains secteurs ou cours d'eau ne faisant pas l'objet de mesures planifiées, le Préfet conserve la possibilité de faire application de l'article L.211-3 du code de l'environnement pour prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace de sécheresse ou à un risque de pénurie dans l'intérêt de la santé, de la salubrité, de la sécurité publique, de l'alimentation en eau potable de la population ou de la vie biologique des milieux aquatiques

CONSIDÉRANT la situation hydrologique exceptionnelle de la zone d'alerte du bassin versant Drac-Gapençais et l'apparition de conflits d'usages ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté cadre départemental actualisant le plan action sécheresse approuvé en 2006 prévoit la révision de la zone d'alerte du Drac-Gapençais avec l'intégration d'onze communes supplémentaires (Laye, La Fare, Buissard, Saint Julien, St Michel, St Bonnet, Poligny, le Noyer, La Motte, Aubessagne, Le Glaizil) ;

CONSIDÉRANT les dispositions prévues au stade de CRISE en application du plan d'action sécheresse en vigueur, qui prévoit notamment un renforcement des mesures de restriction pouvant aller jusqu'à l'arrêt des prélèvements pour les usages agricoles, industriels, artisanaux et commerciaux ;

CONSIDÉRANT que les débats lors du comité départemental de gestion de l'eau du 04 août 2022 sur le renforcement de ces mesures de restrictions des usages agricoles au niveau de CRISE ont abouti à retenir une baisse minimale de 50 % des prélèvements, correspondant à une première étape du renforcement des mesures ;

Sur Proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

ARRÊTE

Article 1 : Champ d'application

Au regard des dispositions du plan d'action sécheresse du département des Hautes-Alpes, la situation départementale pour la gestion de la sécheresse est la suivante :

Zone d'alerte	Niveau de gestion
Buëch-Méouge	CRISE
Drac-Gapençais	CRISE
Extension Drac-Gapençais	ALERTE
Durance aval	ALERTE
Durance amont	ALERTE RENFORCEE
Autres secteurs du département	VIGILANCE

La liste des communes comprises dans ces zones d'alerte figure à l'annexe I du présent arrêté. Pour les communes situées dans deux zones d'alertes, les restrictions s'appliquent en fonction de l'origine du prélèvement (cours d'eau dans lequel le prélèvement d'eau est effectué).

Cas particulier de la Durance :

Le bassin versant de la Durance amont n'a pas été identifié en tant que zone d'alerte dans le plan d'action sécheresse actuellement en vigueur. Ce périmètre est intégré dans le projet d'actualisation de ce plan d'action en cours de finalisation. Devant la situation hydrologique exceptionnelle de ce bassin versant et l'apparition de conflits d'usages, l'activation de mesures de restrictions est anticipée sur cette zone d'alerte tel que prévu dans le plan d'action sécheresse arrêté en 2006 (disposition 11.5), ainsi que sur la zone d'alerte Durance en aval de Serre-Ponçon, en accord avec les orientations définies par le préfet de Région.

Cas particulier du Drac-Gapençais élargi :

La zone d'alerte du bassin versant du Drac-Gapençais définie dans le plan d'action sécheresse actuellement en vigueur ne couvre pas l'ensemble des communes prélevant de l'eau dans le Drac, sa nappe d'accompagnement et ses affluents. Devant la situation hydrologique exceptionnelle de ce bassin versant et l'apparition de conflits d'usages, des mesures de restrictions sont activées sur ces communes conformément à la disposition 11.5 du plan d'action sécheresse arrêté en 2006 (Laye, La Fare, Buissard, Saint Julien, St Michel, St Bonnet, Poligny, le Noyer, La Motte, Aubessagne, Le Glaizil).

Article 2 : Mesures générales pour les zones au niveau VIGILANCE

Ce premier stade a pour objectif d'informer et de sensibiliser les usagers sur la situation hydrologique du département et des problèmes qui en découlent. Il comprend donc :

- la diffusion de la situation hydrologique à toutes les communes du département ;
- la sensibilisation aux économies d'eau pour toutes les catégories d'usagers ;
- l'anticipation sur les éventuelles restrictions ;
- le rappel des possibilités réglementaires offertes aux maires ;
- le relevé des compteurs ou systèmes de comptage reste effectué mensuellement.

Les mesures définies au stade vigilance s'appliquent pour tous les stades suivants.

Article 3 : Mesures relatives aux usages agricoles des zones d'alerte au niveau de gestion ALERTE, ALERTE RENFORCEE et CRISE

À partir du niveau ALERTE, le relevé des compteurs ou systèmes de comptage des prélèvements d'eau s'effectue à une fréquence bimensuelle. À partir du niveau CRISE, le relevé des compteurs ou systèmes de comptage des prélèvements d'eau s'effectue à une fréquence hebdomadaire.

Sont appliquées une réduction des prélèvements d'eau de 20 % en ALERTE, de 40 % en ALERTE RENFORCÉE et de 50 % en CRISE, et une interdiction d'irrigation de 9h00 à 19h00. Une tolérance sur l'horaire de début d'interdiction administrative sera observée pour l'irrigation par enrouleur, jusqu'à 11 h du matin.

La réduction des prélèvements s'appliquera à partir des données des derniers relevés effectués et de la déclinaison mensuelle de l'autorisation administrative, et ce quel que soit le mode de prélèvement.

Pour les pompages, le débit de fonctionnement étant généralement fixe, cette réduction portera sur le volume bimensuel. Pour les prélèvements gravitaires, le débit sera baissé de 20 % en ALERTE, de 40 % en ALERTE RENFORCÉE et de 50 % en CRISE par l'ouvrage de prise.

À défaut de relevé, situation à laquelle il sera remédié à la prochaine campagne d'irrigation, le volume de référence de l'arrêté préfectoral départemental en vigueur, mensualisé si nécessaire, sera retenu.

Cadre particulier d'application

Les exceptions et exemptions au cadre général d'application sont définies ci-après :

a/ Exemptions

En ALERTE et ALERTE RENFORCEE, les mesures de restrictions (réduction des prélèvements et interdiction horaire) ne s'appliquent pas aux cultures arrosées par micro-aspersion ou par goutte à goutte, aux cultures en godet, aux semis sous couvert, aux jeunes plants et micro-plants (reprise) en micro-mottes et aux pépinières, ni aux cultures spécialisées et aux productions de semences.

En CRISE, est appliquée une interdiction d'irrigation de 9h00 à 19h00 aux cultures arrosées par micro-aspergion ou par goutte à goutte, aux cultures en godet, aux semis sous couvert, aux jeunes plants et micro-plants (reprise) en micro-mottes et aux pépinières, aux cultures spécialisées et aux productions de semences.

Les mesures de restrictions ne s'appliquent pas pour l'abreuvement des animaux et les opérations liées à la salubrité.

Pour les réserves constituées hors période de sécheresse et non situées sur un cours d'eau, aucune réduction des prélèvements ne leur est appliquée. En revanche, une abstention d'irrigation de 9h00 à 19h00 à partir de ces réserves est recommandée. Aucun remplissage ou mise à niveau de ces réserves ne peut être effectué en période de sécheresse.

Pour les eaux usées traitées utilisées en irrigation, aucune réduction des prélèvements ne leur est appliquée. En revanche, une abstention d'irrigation de 9h00 à 19h00 à partir de ces réserves est recommandée.

b/ Dispositions spécifiques à la zone du Buëch aval

Pour les structures d'irrigation collectives partiellement sécurisées, à savoir ASA de Lazer, ASA de Laragne-Monteglin, ASA du Carrefour Céans Buëch Blaisance et leurs ASA clientes, les mesures de limitation des usages se limitent, à partir du stade d'alerte, dès lors que le débit réservé à l'aval du barrage de Saint-Sauveur est respecté, à une interdiction d'irrigation de 9h00 à 19h00. Une tolérance sur l'horaire de début d'interdiction administrative sera observée pour l'irrigation par enrouleur, jusqu'à 11 h du matin.

Compte tenu de la situation actuelle de gestion très contrainte des retenues, de la limitation des stocks mobilisables, les ASAs sont invitées à prendre des mesures pour réduire de manière substantielle leurs prélèvements et économiser les stocks.

c/ Dispositions spécifiques à la zone du Drac amont – Gapençais

Sur les secteurs partiellement sécurisés par les retenues de stockage du périmètre de l'ASA du Canal de Gap, les mesures générales de restriction des usages se limitent, à partir du stade d'alerte, dès lors que le débit réservé au niveau de la prise des Ricous est respecté, à une interdiction d'irrigation de 9h00 à 19h00. Une tolérance sur l'horaire de début d'interdiction administrative sera observée pour l'irrigation par enrouleur, jusqu'à 11 h du matin. Sur les secteurs non sécurisés par les retenues, les mesures définies dans le cadre général de l'article 3 du présent arrêté s'appliquent.

La convention du 14/04/2014 établie entre l'ASA du canal de Gap et les ASA du Champsaur* précise les modalités de mobilisation et de livraison d'eau destinée à l'irrigation des périmètres des ASA du Champsaur à partir des ressources en eaux superficielles et souterraines du Drac. Dès lors que l'irrigation des périmètres des ASA du Champsaur s'effectue à partir de prélèvement d'eau par pompage en nappe alluviale du Drac, les mesures définies dans le cadre général à l'article 3 du présent arrêté s'appliquent.

La gestion de la nappe des Ricous fait l'objet d'une gestion spécifique définie par les arrêtés préfectoraux du 5 juin 1989 et du 29 avril 2002 ainsi que par les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Drac Amont approuvé le 15 novembre 2012 (disposition V.2.5.3 du PAGD). En dessous de la cote piézométrique 1154 m NGF, le pompage dans la nappe des Ricous est soumis à l'avis du comité de gestion des débits du Drac amont.

*(ASA d'aspersion de Chabottes, ASA d'irrigation de Saint-Laurent du Cros, ASA du canal de St Léger et des Matherons).

d/ Structures d'irrigation collectives ayant instauré des tours d'eau plus restrictifs agréés par la Direction Départementale des Territoires

- ASA de Maraize sur les communes de Le Saix, Saint-Auban d'Oze, Chabestan (secteur du Touron), date d'agrément du 14 août 2003

e/ Structures d'irrigation collectives ayant déposé un règlement de service auprès de la Direction Départementale des Territoires

- Arrêté préfectoral n°05-2020-12-15-001 du 15 décembre 2020 de l'ASA des irrigants de Ribiers

Article 4 : Mesures relatives aux usages industriels, artisanaux et commerciaux des zones d'alerte au niveau de gestion ALERTE, ALERTE RENFORCÉE et CRISE

À partir du niveau ALERTE, si la réglementation en vigueur prévoit un système de comptage, les relevés des compteurs sont effectués à fréquence bimensuelle. À partir du niveau CRISE, le relevé des compteurs des prélèvements d'eau s'effectue à une fréquence hebdomadaire.

Est appliquée **une réduction des prélèvements d'eau de 20 % en ALERTE, de 40 % en ALERTE RENFORCÉE et de 50 % en CRISE** de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse.

Les mesures ci-dessus constituent le régime général d'applicable aux usagers industriels (y compris les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), artisanaux et commerciaux. Ce régime général s'applique sauf si l'utilisateur bénéficie d'un arrêté préfectoral relatif aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. Dans ce cadre, et par exception, le contenu de son arrêté prévaut.

Les usages non industriels, non artisanaux ou non commerciaux de l'eau (arrosage des pelouses, lavage véhicules, lavage voiries/surfaces...) sont soumis aux limitations prescrites par l'article 5.

Les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées ou consommatrices d'eau sont reportées (exercices incendies, opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif lié à la salubrité ou à la sécurité publique.

Les usages prioritaires de l'eau ne sont pas concernés par les mesures. Il s'agit des usages liés à la santé (dispositifs d'abattage des poussières en carrières, abreuvement des animaux, etc), à la salubrité (opérations de nettoyage ne pouvant être reportées par exemple), à la sécurité civile (eaux d'extinction des incendies, etc) et à l'alimentation en eau potable des sites. Le personnel est informé et sensibilisé chaque fois qu'un nouveau seuil de sécheresse est franchi et la situation de sécheresse est rappelée par voie d'affichage sur le site.

Les établissements « gros consommateurs d'eau » sont les sites ICPE soumis à enregistrement ou à autorisation prélevant au total plus de 50 000 m³ d'eau par an. Ils réalisent, chaque mois, un bilan des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées en application du présent arrêté-cadre. Ceux-ci sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 5 : Mesures relatives aux autres usages des zones d'alerte au niveau de gestion ALERTE, ALERTE RENFORCÉE et CRISE

Le présent article définit les prescriptions et limitations qui s'appliquent aux différents stades pour les usages ne relevant pas des articles 3 et 4. Les forages particuliers relèvent de cet usage également. Les usages de confort associés à une activité économique relèvent de cet article (ex : piscine d'un hôtel).

Les usages prioritaires de l'eau ne sont pas concernés par ces mesures. Il s'agit des usages liés à la santé, à la salubrité, à la sécurité civile, à l'approvisionnement en eau potable et à la préservation des écosystèmes aquatiques.

À partir du niveau ALERTE, si la réglementation en vigueur prévoit un système de comptage, les relevés des compteurs sont effectués à fréquence bimensuelle. À partir du niveau CRISE, le relevé des compteurs des prélèvements d'eau s'effectue à une fréquence hebdomadaire.

Arrosage :

En ALERTE, sont appliquées une **interdiction d'arrosage de 9h00 à 19h00** pour les espaces verts et les pelouses, les jardins potagers et les jardins d'agrément, les stades de sport et les golfs, ainsi qu'une **réduction des prélèvements de 20 %** pour les espaces verts et les pelouses, les stades de sport et les golfs.

En ALERTE RENFORCÉE, sont appliquées une **interdiction d'arrosage de 9h00 à 19h00** et une **réduction des prélèvements de 40 %** pour les stades de sport et les golfs, une interdiction d'arrosage de 9h00 à 19h00 pour les jardins potagers et une **interdiction totale d'arrosage pour les espaces verts, les pelouses et les jardins d'agrément**.

En CRISE, une interdiction totale d'arrosage, sauf pour les jardins potagers et les terrains d'honneur des collectivités pour lesquels un arrosage réduit au strict nécessaire entre 19h00 et 9h00 est toléré. L'arrosage des greens de golf est interdit.

Lavage : en ALERTE et en ALERTE RENFORCÉE, est appliquée une interdiction totale de lavage pour les véhicules automobiles et les engins nautiques motorisés ou non, à l'exception des stations

professionnelles économes en eau et des véhicules automobiles ou les engins nautiques ayant une obligation réglementaire ou technique ainsi que des organismes liés à la sécurité.
Le lavage à grande eau des voiries, terrasses et façades est interdit.
Le lavage sous pression est autorisé.

En CRISE, sauf impératif sanitaire, le lavage des voiries, terrasses et façades est interdit ainsi que le lavage des véhicules automobiles et des engins motorisés.

Piscines, spas et jeux d'eau : en ALERTE et en ALERTE RENFORCÉE, le remplissage des piscines et spas privés est interdit. Le remplissage des piscines et spas accueillant du public est soumis à l'autorisation du maire. Par exception, pour raisons sanitaires, la mise à niveau peut être autorisée.

À l'exception de ceux à eau recyclée, les jeux d'eau sont interdits sauf raison liée à la santé publique.

En CRISE, le remplissage et la mise à niveau des piscines et spas privés est interdit. Pour les piscines et spas accueillant du public, pour raisons sanitaires, seule la mise à niveau pourra être autorisée.

Plans d'eau, bassins : en ALERTE et en ALERTE RENFORCÉE, le remplissage ainsi que la mise à niveau des plans d'eau et bassins sont interdits. Par exception pour le respect des obligations sanitaires, la mise à niveau est autorisée pour les baignades artificielles déclarées à l'Agence Régionale de Santé. La mise à niveau est seulement autorisée pour l'aquaculture et l'algoculture professionnelles.

En CRISE, le remplissage ainsi que la mise à niveau des plans d'eau et bassins sont interdits.

Fontaines : en ALERTE, en ALERTE RENFORCÉE et en CRISE, les fontaines sont fermées, sauf si elles fonctionnent en circuit fermé ou en alimentation gravitaire depuis une source sans préjudice pour les milieux aquatiques. Cette mesure peut être aménagée pour des raisons de santé publique.

Article 6 : Autorisations administratives

Il est rappelé que :

- les prélèvements d'eau sont soumis en fonction de leur importance aux formalités préalables prévues aux articles L 214-1 à L 214-8 du code de l'environnement ;
- les travaux dans le lit des cours d'eau sont interdits et, en particulier, ceux destinés à améliorer l'alimentation des prises d'eau, sauf nouvelle autorisation préalable.

Article 7 : Renforcement du suivi des cours d'eau

Le suivi du Réseau « Observatoire National des Etiages » (ONDE) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) est activé dans sa configuration « crise », au pas de temps minimal bimensuel. La fréquence des observations pourra être augmentée en fonction de l'évolution de la situation.

Article 8 : Durée de validité

Ces dispositions sont en vigueur jusqu'au 30 septembre 2022. Elles pourront être révisées par arrêté préfectoral en fonction des seuils fixés par le plan d'action sécheresse.

Article 9 : Sanctions

Indépendamment des sanctions encourues en cas de prélèvement non autorisé, quiconque aura contrevenu aux mesures prescrites par le présent arrêté sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe.

Article 10 : Abrogation de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022

L'arrêté préfectoral n°05-2022-07-21-00005 du 21 juillet 2022 portant restriction provisoire de certains usages de l'eau dans le département des Hautes-Alpes est abrogé.

Article 11 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 12 : Publication et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires des Hautes-Alpes, les Maires des communes concernées, M. le Commandant du Groupement de gendarmerie, M. le Chef du service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, diffusé dans chaque mairie pour affichage et publié sur le site de la préfecture ainsi que sur le site PROPLUVIA du ministère de l'écologie :

<http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp>

Une copie sera adressée, pour information, à M. le Préfet Coordonnateur de Bassin.

La préfète,



Martine CLAVEL

ANNEXE I

Liste des communes incluses dans la zone d'alerte Buëch-Méouge en **CRISE**

ASPREMONT	LA PIARRE	RABOU
ASPRES-SUR-BUËCH	LA ROCHE DES ARNAUDS	SAINT AUBAN D'OZE
BARRET-SUR-MEOUGE	LARAGNE	SAINT-JULIEN-EN-BEAUCHENE
CHABESTAN	LAZER	SAINT-PIERRE AVEZ
CHANOUSSE	LE BERSAC	SAINT-PIERRE-D'ARGENCON
CHATEAUNEUF D'OZE	LE SAIX	SAINTE-COLOMBE
DEVOLUY	MANTEYER	SALEON
EOURRES	MEREUIL	SALERANS
ETOILE SAINT-CYRICE	MONTBRAND	SAVOURNON
FURMEYER	MONTCLUS	SERRES
GARDE-COLOMBE	MONTJAY	SIGOTTIER
L'EPINE	MONTMAUR	TRESCLEUX
LA BATIE MONTSALEON	MONTROND	VAL-BUECH-MEOUGE
LA BEAUME	NOSSAGE ET BENEVENT.	VEYNES
LA FAURIE	ORPIERRE	
LA HAUTE-BEAUME	OZE	

Liste des communes incluses dans la zone d'alerte Drac-Gapençais en **CRISE**

ANCELLE	JARJAYES	PELLEAUTIER
AVANCON	LA BATIE-NEUVE	RAMBAUD
CHABOTTES	LA BATIE-VIEILLE	SAINT-ETIENNE-LE-LAUS
CHAMPOLEON	LA FREISSINOISE	SAINT-JEAN SAINT-NICOLAS
CHATEAUVIEUX	LA ROCHETTE	SAINT-LAURENT-DU-CROS
CHORGES	LETTRET	SAINT-LEGER-LES-MELEZES
FOREST SAINT-JULIEN	MONTGARDIN	SIGOYER
FOUILLOUSE	NEFFES	TALLARD
GAP	ORCIERES	VALSERRES

Liste des communes incluses dans la zone d'alerte Drac-Gapençais en **ALERTE**

AUBESSAGNE	LAYE	SAINT BONNET EN CHAMPSAUR
BUISSARD	LE GLAIZIL	SAINT JULIEN EN CHAMPSAUR
LA FARE EN CHAMPSAUR	LE NOYER	SAINT MICHEL DE CHAILLOL
LA MOTTE EN CHAMPSAUR	POLIGNY	

Liste des communes incluses dans la zone d'alerte Durance Aval en **ALERTE**

BARCILLONNETTE	LARDIER-VALENCIA	TALLARD
BRÉZIERS	LE POËT	THÉUS
CHÂTEAUVIEUX	LETTRET	UPAIX
ESPARRON	MONETIER-ALLEMONT	VALSERRES
ESPINASSES	REMOLLON	VENTAVON
JARJAYES	ROCHEBRUNE	VITROLLES
LA SAULCE	ROUSSET	

Liste des communes incluses dans la zone d'alerte Durance amont en ALERTE RENFORCEE

ABRIÈS	LA ROCHE-DE-RAME	RÉOTIER
AIGUILLES	LA SALLE-LES-ALPES	RISOUL
ARVIEUX	LE MONÉTIER-LES-BAINS	RISTOLAS
BARATIER	LE SAUZE-DU-LAC	SAINT-ANDRÉ-D'EMBRUN
BRIANÇON	LES ORRES	SAINT-APOLLINAIRE
CEILLAC	LES VIGNEAUX	SAINT-CHAFFREY
CERVIÈRES	MOLINES-EN-QUEYRAS	SAINT-CLÉMENT-SUR-DURANCE
CHAMPCELLA	MONT-DAUPHIN	SAINT-CRÉPIN
CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE	MONTGENÈVRE	SAINT-MARTIN-DE-QUEYRIÈRES
CHÂTEAURoux-LES-ALPES	NÉVACHE	SAINT-SAUVEUR
CRÉVOUX	PRUNIÈRES	SAINT-VÉRAN
CROTS	PUY-SAINT-ANDRÉ	SAVINES-LE-LAC
EMBRUN	PUY-SAINT-EUSÈBE	VAL-DES-PRÉS
EYGLIERS	PUY-SAINT-PIERRE	VALLOUISE-PELVOUX
FREISSINIÈRES	PUY-SAINT-VINCENT	VARS
GUILLESTRE	PUY-SANIÈRES	VILLAR-SAINT-PANCRACE
L'ARGENTIÈRE-LA-BESSÉE	RÉALLON	